

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2015

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle *Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)*

1.	Liste des voyages hors Québec	
2.	Voyages faits en avion ou en hélicoptère au Québec	
3.	Liste des dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites	
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'évènements médiatiques ou autres évènements	
5.	Liste des dépenses en formation de communication	
6.	Liste des dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés	s / o
7.	Liste de tous les contrats octroyés	
8.	Liste de tous les appels d'offres publics	
9.	Liste des contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le président comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>	
10.	Liste des contrats octroyés par un cabinet ministériel	s / o
11.	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein de l'organisme	
12.	Projet de développement informatique ou de modernisation de plus de 100 000 \$	
13.	Dépenses diverses (photocopie, frais de transport, etc.)	
14.	Dépenses reliées à la téléphonie mobile	
15.	Liste des effectifs	
16.	Nombre de départs à la retraite	
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par le BAPE	
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés	
19.	Liste du personnel de cabinet	s / o
20.	Budget discrétionnaire	s / o
21.	Liste du personnel hors structure	
22.	Liste du personnel en disponibilité	SCT
23.	Nombre d'occasionnels mis à pied	SCT
24.	Liste du personnel rémunéré par le BAPE et affecté à tout autre organisme	
25.	Liste des abonnements	
26.	Sommes déboursées pour l'achat de billets de saison, réservation de loges et frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre	
27.	Site Internet	

28.	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2014, de commissaires, d'experts, etc.	
29.	Visites et rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec	s / o
30.	Nombre de demandes d'accès à l'information	
31.	Liste des activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	s / o
32.	Liste des ententes signées avec le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes	SAIC
33.	Détail des crédits périmés et des gels de crédits	SCT
34.	Inventaire complet des services offerts aux citoyens et tarifs exigés	
35.	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement	SCT
36.	Les sommes reçues en provenance du fédéral ou d'un autre gouvernement	
37.	Montant total des primes au rendement et des bonis	
38.	Montant total des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat	
39.	Montant total des augmentations de salaire	SCT
40.	Liste des cadres ou dirigeants incluant les sous-ministres dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée	
41.	Nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement	SCT
42.	Liste des personnes et le mandat des comités formés et les honoraires donnés à ces personnes	
43.	Entente de confidentialité requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales	
44.	Coûts de reconduction des programmes existants	SCT
45.	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015	SCT
46.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015	s / o
47.	Budget consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015	s / o
48.	Liste de tous les contrats octroyés et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>	
49.	Dépenses en informatique	
50.	a) Masse salariale b) Indemnités de retraite	SCT
51.	Taux d'absentéisme	
52.	Portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014	SCT
53.	Actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable	
54.	Liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquêtes ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

IDENTIFICATION	DESCRIPTION			COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Président de l'organisme	Paris	Départ : 12 juin 2014 Retour : 18 juin 2014	<p>Participation au Colloque de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) les 16 et 17 juin 2014 en tant que panéliste de la plénière sur les pratiques de participation publique à l'étranger.</p> <p>Dans le cadre de la réflexion sur la modernisation du processus d'évaluation environnementale et de participation publique, diverses rencontres avec les présidences de la CNDP et de la Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs (CNCE). Les discussions ont porté sur les moyens et outils à la disposition de nos organisations respectives afin d'améliorer les processus de participation publique, notamment en matière d'utilisation des médias sociaux, d'accès à l'information et à la connaissance, de transparence et d'éthique.</p> <p>Rencontre avec le directeur général de l'Office International de l'Eau (OIEau) sur les types de participation citoyenne aux décisions sur la gestion de l'eau.</p>	2 830 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

IDENTIFICATION	DESCRIPTION			COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Président de l'organisme	Halifax (Nouvelle-Écosse)	Départ : 18 juin 2014 Retour : 20 juin 2014	Assemblée annuelle des membres du Marine Environmental Observation Prediction and Response Network (MEOPAR)	0 \$ Coûts assumés par le MEOPAR
Membres de la commission (4 personnes) Président de commission 2 commissaires 1 analyste	Dimock (Pennsylvanie)	Départ : 7 juillet 2014 Retour : 11 juillet 2014	Dans le cadre mandat d'enquête et d'audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent la commission a réalisé une mission en Pennsylvanie. L'objectif poursuivi était d'enrichir les connaissances relatives à cette industrie en bénéficiant de l'expertise développée par l'industrie américaine dans ce domaine depuis nombre d'années et de rencontrer les autorités de l'état qui régissent cette industrie.	6 755 \$
Membre à temps plein (1)	Ottawa	Départ : 14 janvier 2015 Retour : 16 janvier 2015	Invité par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) pour participer à un comité d'évaluation multidisciplinaire, dans le cadre du <i>Concours 2015 du Fonds d'innovation</i>	0 \$ Coûts assumés par le FCI
Président de l'organisme	Ottawa	Départ : 4 mars 2015 Retour : 5 mars 2015	Rencontre de travail des membres du Marine Environmental Observation Prediction and Response Network (MEOPAR)	0 \$ Coûts assumés par le MEOPAR

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organisme pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates de départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère au Québec pour le dirigeant du BAPE	0,00 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATIONS ⁽¹⁾ (Presse écrite)	2014-2015
Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay par Royal Nickel Corporation	2 518 \$
Projet de parc éolien communautaire Pierre-De Saurel par Parc éolien Pierre-De Saurel S.E.C.	2 611 \$
Les enjeux de la filière uranifère au Québec	8 452 \$
Projet d'augmentation de la puissance de la centrale au biogaz de Lachute par Lidya Énergie S.E.C.	270 \$
Projet de parachèvement de l'autoroute 19 avec voies réservées au transport collectif à Laval et à Bois-des-Filion	1 748 \$
Projet de ligne à 735 kV de la Chamouchouane–Bout-de-l'Île, du Saguenay–Lac-St-Jean à Montréal	4 247 \$
Projet d'aménagement d'une minicentrale hydroélectrique de la Onzième Chute de la rivière Mistassini	1 882 \$
Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour	1 172 \$
Programme décennal de dragage d'entretien des installations portuaires de la Compagnie minière IOC à Sept-Îles (dépense estimée)	1 890 \$
Total – Avis publics – Audiences et Médiations	24 790 \$

(1) Publicité obligatoire régie par une loi, un règlement et des règles de procédure. Cette publicité obligatoire correspond essentiellement à des placements-médias réalisés par le Centre de services partagés du Québec.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2013-2014 et 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Diffusion des communiqués de presse	2014-2015
Périodes d’information et de consultation du dossier par le public	314 \$
Enquêtes et audiences publiques et enquêtes avec médiations	1 006 \$
Total – Communiqués de presse	1 320 \$

Publicité et articles promotionnels (divers)	2014-2015
Aucun	
Total – Publicité et articles promotionnels	-
Commandites	2014-2015
Aucun	
Total – Commandites	-

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Aucune dépense relative à ces événements pour le BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

FORMATIONS DE COMMUNICATION – ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE			
TITRE DE LA FORMATION	NOM DE LA FIRME	COÛTS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Loi canadienne sur le pourriel	Société canadienne des relations publiques	Aucun	6
Printemps des réseaux sociaux (durée 1 jour)	Colloquium	295 \$	1

Aucune formation organisée par le BAPE n'a fait l'objet d'une dépense.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Air Canada	Émission de billets d'avion Montréal/Paris/Montréal pour la participation du président de l'organisme au Colloque de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) les 16 et 17 juin 2014 en tant que panéliste de la plénière sur les pratiques de participation publique à l'étranger, Départ le 12 juin 2014 et retour le 18 juin 2014	1 000,00 \$
Air Liaison	Émission de billets d'avion Québec/Rouyn/Québec pour la première partie du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay", Départ le 13 mai 2014 et retour le 16 mai 2014 (7 personnes)	4 833,01 \$
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Entreposage des copies de sécurité en informatique - avril 2014 à mars 2015.	2 300,00 \$
Auberge de la Rive inc.	Hébergement les 20 et 21 mai 2014 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien communautaire Pierre-de Saurel" (5 personnes).	1 089,50 \$
Auberge Kuujjuaq inc.	Hébergement les 24 et 25 septembre 2014 lors de la période de questionnement et d'information du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec" (6 personnes).	2 628,00 \$
Auberge Kuujjuaq inc.	Hébergement les 2 et 3 décembre 2014 lors de la présentation des mémoires du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec" (7 personnes).	2 409,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Auberge Mistissini Lodge	Hébergement du 1 ^{er} au 4 septembre 2014 lors de la période de questionnement et d'information du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec" (7 personnes).	3 190,00 \$
Beesum Communications	Traduction de l'anglais vers le cri pour le communiqué "Horaire complet" (1189 mots), traduction de l'anglais vers l'inuktitut pour le communiqué "Horaire complet" et lettre du Comité consultatif de l'environnement Kativik-CCEK (1761 mots) pour le mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	1 567,93 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Annuaire Inscription Affaires - Année 2014-2015.	2 000,00 \$
Bernard, Jean-Thomas	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent " pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit : "Analyse avantages-coûts de la pertinence socio-économique de l'exploitation du gaz de schiste au Québec" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	2 551,80 \$
Centre de Congrès & Hôtel La Saguenéenne	Location d'une salle et sonorisation pour la séance d'information du 18 février 2015 pour la période d'information et de consultation du dossier par le public "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay - Lac-Saint-Jean".	1 637,50 \$
Centre Hélios (Philips Raphals)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la préparation et la présentation d'une étude portant sur "L'internalisation des coûts" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 500,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport d'enquête avec médiation "Projet d'augmentation de la puissance de la centrale au biogaz de Lachute" (311) et des rapports d'enquête et d'audience publique "Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay" (309) et "Projet de parc éolien communautaire Pierre-de Saurel" (310).	3 500,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent " (307).	2 500,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de parachèvement de l'autoroute 19 avec voies réservées au transport collectif à Laval et à Bois-des-Filion" (312).	1 900,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique pour le mandat d'enquête et d'audience publique sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" (308).	4 000,00 \$
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne à 735 kV de la Chamouchouane Bout-de-l'Île, du Saguenay - Lac-Saint-Jean à Montréal" (313).	1 030,62 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Cogeco Câble Québec S.E.N.C.	Service Internet pour la webdiffusion lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent".	1 907,43 \$
Cogitexte inc.	Traduction de l'anglais vers le français de trois documents ("Beir VII", "Executive summary", "Uranium is ready to back") pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent".	1 226,59 \$
Dansk Institut for Internationale Studier (DIIS) (Cindy Vestergaard)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la préparation et la présentation d'une étude portant sur "La gouvernance et l'exploitation de l'uranium" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	5 500,00 \$
Demers, Claude	Expert invité par la commission d'enquête sur " Les enjeux de la filière uranifère au Québec " pour la préparation et la présentation d'une étude portant sur " Les impacts de l'ouverture du territoire sur la faune s'inspirant des constats issus du suivi environnemental des grands développements hydroélectriques, notamment dans la région de la Baie-James " et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	4 300,00 \$
Dompteurs de Souris inc., Les	Montage du rapport annuel de gestion 2013-2014.	3 490,00 \$
École Polytechnique de Montréal	Expert invité par la commission d'enquête sur « Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent » pour présenter et expliquer les résultats de ses études réalisées dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. L'École Polytechnique affecte Madame Gabrielle van Durme pour la réalisation du mandat en ce qui a trait à l'étude « Projet type concernant les activités liées au gaz de schiste au Québec » et affecte Madame Geneviève Martineau et Monsieur Pierre-Olivier Roy pour la réalisation du mandat, en ce qui a trait à l'étude « Analyse du cycle de vie et bilan des GES de schiste au Québec » et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	6 997,40 \$
Eeyou Communications Network	Activation du service lien Internet à Mistissini et Chibougamau pour la période de questionnement et d'information du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	1 000,00 \$
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction en anglais de divers documents pour le mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	7 000,00 \$
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction en anglais du chapitre 13 (6623 mots) du rapport d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" (307).	1 523,29 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Gendron, Corinne	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la préparation et la présentation d'une étude portant sur "Les modèles de garanties à long terme des impacts des activités de la filière uranifère au Québec" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement).	6 000,00 \$
Halley, Paule	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de ses études réalisées dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit : "Description de la législation québécoise encadrant les activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste" et "Élaboration de propositions d'encadrement législatif et de gouvernance en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste au Québec" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 517,30 \$
HEC Montréal (Emmanuel Raufflet, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de ses études réalisées dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit : " Analyse du comportement actuel et passé de l'industrie du gaz de schiste au Québec et à l'étranger, ainsi que des pratiques de responsabilité sociale dans les secteurs pétrolier et minier" et "Étude des mécanismes potentiels (certification, divulgation, écoconditionnalité) assurant l'adoption des meilleures pratiques par les entreprises exploitantes, pour que la responsabilité sociale de l'industrie soit effective" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	2 500,00 \$
Holiday Inn Laval - Montréal	Location d'une salle et d'équipement pour la séance d'information du 27 mai 2014 dans le cadre de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet de parachèvement de l'autoroute 19 avec voies réservées au transport collectif à Laval et à Bois-des-Filion".	1 409,50 \$
Hôtel Chibougamau	Hébergement les 4 et 5 juin 2014 lors de la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" (6 personnes).	1 435,90 \$
Hôtel Delta Montréal	Hébergement les 20 et 21 mai 2014 lors de la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec" (5 personnes).	1 577,90 \$
Hôtel des Eskers inc.	Hébergement du 13 au 15 mai 2014 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay" (8 personnes).	2 725,80 \$
Hôtel du Havre inc.	Hébergement les 10 et 11 juin 2014 lors de la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec" (7 personnes).	1 544,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Hôtel le Dauphin (St-Hyacinthe) (2316-7240 Québec inc.)	Hébergement du 30 mars au 17 avril 2014 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" (1 personne) pour la webdiffusion vidéo.	1 313,00 \$
Hôtel le Dauphin (St-Hyacinthe) (2316-7240 Québec inc.)	Hébergement du 31 mars au 16 avril 2014 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" (10 personnes).	9 595,00 \$
Hôtel le Dauphin (St-Hyacinthe) (2316-7240 Québec inc.)	Hébergement du 2 au 4 juin 2014 lors de la 2 ^e partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" (8 personnes).	2 424,00 \$
Impéria Hôtel et Suites Terrebonne inc.	Hébergement du 10 au 12 novembre 2014 lors de la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne à 735 kV de la Chamouchouane Bout-de-l'Île, du Saguenay-Lac-Saint-Jean à Montréal" (6 personnes).	2 240,00 \$
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet intégré de construction du boulevard René-Lévesque et du prolongement ouest du boulevard de Portland" (304).	3 107,50 \$
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête avec médiation "Projet d'augmentation de la puissance de la centrale au biogaz de Lachute" (311) et des rapports d'enquête et d'audience publique "Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay" (309) et "Projet de parc éolien communautaire Pierre-de Saurel" (310).	2 958,97 \$
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" (307).	5 296,50 \$
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne à 735 kV de la Chamouchouane Bout-de-l'Île, du Saguenay - Lac-Saint-Jean à Montréal" (313).	3 602,50 \$
Jaguar Média inc.	Renouvellement de l'abonnement annuel "Réseau d'information municipale" (RIM).	1 325,00 \$
J.P. Lacoursière inc.	Expert invité par la commission d'enquête et d'audience publique sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit : "Étude de risques technologiques associés à l'extraction du gaz de schiste" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	2 153,46 \$
Kativik Environmental Advisory Committee	Breuvages pour la séance publique, repas et transport en autobus le 29 septembre 2014 à Kangiqsualujjuaq pour la période de questionnement et d'information du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	1 897,28 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Kativik Environmental Advisory Committee	Location de salle et breuvages pour la séance publique, repas et transport en autobus le 3 décembre 2014 à Kangiqsualujjuaq pour la présentation des mémoires du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	2 772,96 \$
Kuujjuaq Coop	Hébergement le 12 juin 2014 pour la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" (7 personnes)	1 365,00 \$
Microtel Inn and suites	Hébergement les 7-8-9-10 juillet 2014 dans le cadre du mandat d'enquête et d'audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent la commission a réalisé une mission en Pennsylvanie (4 personnes)	1 736,88 \$
Nation Crie de Chisasibi, La	Logistique de la séance du 3 juin 2014 à Chisasibi pour la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	4 523,81 \$
Netelligent Hosting Services inc.	Hébergement du site Web du BAPE du 1 ^{er} décembre 2014 au 30 novembre 2015.	3 096,00 \$
Nunatext	Publications de deux (2) avis publics pour le mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	1 851,00 \$
Propair	Émission de billets d'avion Québec/Rouyn/Québec pour la deuxième partie du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay", Départ le 10 juin 2014 et retour le 11 juin 2014 (4 personnes)	2 884,96 \$
Rodon, Thierry	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la présentation d'une étude portant sur "Les effets économiques structurants du développement minier (le cas de la mine Raglan)" et une autre intitulée "De l'acceptabilité sociale et du consentement : le développement minier sur les territoires ancestraux des Autochtones" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 650,00 \$
Salt, Luci	Traduction en cri de divers documents pour le mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	995,55 \$
Sauvé, Claude	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de ses études réalisées dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste soit : "Détermination des externalités associées au développement de la filière du gaz de schiste ainsi que des mesures susceptibles de les réduire" ainsi que "Partage et utilisation de la rente" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 926,80 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
SNC-Lavalin inc. (Jean-Luc Allard et Éric Delisle)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste soit, "Détermination des taux d'émission et modélisation de la dispersion atmosphérique pour évaluer l'impact sur la qualité de l'air des activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste au Québec" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	5 780,00 \$
Société de Contrôle Johnson, S.E.C.	Entretien planifié de l'unité de climatisation "Confort Air - Liebert" dans la salle informatique - du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015.	1 556,00 \$
Société Géo'Graph inc.	Réalisation des graphiques et illustrations cartographiques du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de parachèvement de l'autoroute 19 avec voies réservées au transport collectif à Laval et à Bois-des-Filion" (312).	5 500,00 \$
Société Géo'Graph inc.	Réalisation des graphiques et illustrations cartographiques du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet d'aménagement d'une mincentrale hydroélectrique de la Onzième chute de la rivière Mistassini" (314).	3 500,00 \$
Southwest Research and Information Center (William Paul Robinson)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la préparation et la présentation d'une étude portant sur "Les enjeux et défis environnementaux de l'exploration minière" et "Les enjeux et les défis environnementaux de la gestion des résidus de concentration d'uranium" et répondre, le cas échéant, aux questions de la commission au cours des séances publiques du 9 et 10 septembre 2014. À la demande de la commission, l'expert a rédigé deux documents sur les sujets ci-haut mentionnés de 24 et 45 pages respectivement en plus de répondre aux questions écrites formulées par la commission. (honoraires et frais de déplacement)	10 000,00 \$
Steele, Graham	Expert invité pour faire une présentation portant sur "Le contexte et l'histoire du moratoire adopté par la Nouvelle-Écosse relatif à l'exploitation de l'uranium" au cours d'une séance publique du 22 septembre 2014 de la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 610,13 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Systèmes de contrôle actif Soft DB inc. (Michel Pearson)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit, "Évaluation de l'impact sonore associé aux activités d'exploration et d'exploitation de la production du gaz de schiste en fonction du projet type et de scénarios de développement potentiels" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 100,00 \$
Telus Québec	Service Internet pour la webdiffusion à la salle satellite de Saint-Agapit pour la 1 ^{re} partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent".	1 034,96 \$
Université du Québec à Rimouski (Yann Fournis, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit, "Analyse des facteurs influant sur l'acceptabilité sociale de l'industrie du gaz de schiste au Québec" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 985,19 \$
Université du Québec en Outaouais (Mario Gauthier, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de ses études "Les modifications dans les usages du territoire", "Description et documentation des impacts sociaux que pourraient avoir les infrastructures gazières sur les collectivités locales en lien avec l'exploitation et le transport du gaz de schiste" et "Information, participation du public et mécanismes de concertation à l'échelle locale" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 291,75 \$
Université Laval (Jean-Michel Lemieux, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent" pour présenter et expliquer les résultats de son étude "Modélisation numérique de la migration du méthane dans les Basses-Terres du Saint-Laurent" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 000,00 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant
Université Laval (Patrick Gonzalez, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur « Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent » pour présenter et expliquer les résultats de son étude réalisée dans le cadre des travaux du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, soit : "Analyse du marché nord-américain du gaz naturel" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	1 767,00 \$
Université Laval (Patrick Gonzalez, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" pour la présentation d'une étude portant sur "La réglementation sur un lointain horizon" et répondre, le cas échéant, aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	2 000,00 \$
Village Nordique de Kuujuaq	Location d'une salle le 2 décembre 2014 pour la présentation des mémoires du mandat d'enquête et d'audience publique "La filière uranifère au Québec".	1 200,00 \$
Voyages en liberté et Air Canada	Émission de billets d'avion Montréal/Rouyn/Montréal pour la période de préconsultation du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Les enjeux de la filière uranifère au Québec", Départ le 29 mai 2014 et retour le 30 mai 2014 (5 personnes)	4 990,10 \$
Voyages en liberté et Air Canada	Emission de billets d'avion Montréal/Québec/Sept-Îles/Québec et Québec/Sept-Îles/Québec pour la période de présentation des mémoires du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Les enjeux de la filière uranifère au Québec", Départ le 24 novembre 2014 et retour le 26 novembre 2014 (5 personnes)	3 352,27 \$
Voyages Laurier Du Vallon et United Air Lines	Émission de billets d'avion Québec/Newark/Québec et Montréal/Newark/Montréal dans le cadre du mandat d'enquête et d'audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent la commission a réalisé une mission en Pennsylvanie, Départ le 7 juillet 2014 et retour le 11 juillet 2014 (4 personnes)	2 177,66 \$
Voyages Laurier du Vallon et Air Canada	Émission de billets d'avion Québec/Sept-Îles/Québec pour la première partie du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Programme décennal de gragage d'entretien des installations portuaires de la Compagnie minière IOC à Sept-Îles", Départ le 17 mars 2015 et retour le 19 mars 2015 (5 personnes)	2 779,00 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commision de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

Le BAPE n'a pas fait d'appels d'offres publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez référer à la réponse de la question 7.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme pour laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Aucun contrat à des consultants externes intégrés par le BAPE.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seoa.ca.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Le BAPE n'a aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ en 2014-2015.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense totale pour l'organisme
Photocopie ¹	15 588 \$
Mobilier de bureau	288 \$
Ameublement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas ²	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc..)	253 514 \$
– Frais d'hébergement	71 961 \$
– Remboursement rapports de frais ³	60 935 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
– a) au Québec	3 826 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$

- 1. Inclus la location des photocopieurs et l'achat de papier pour les photocopieurs.
- 2. Ces frais sont à 99% imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de périodes d'information et de consultation du dossier par le public et les mandats d'enquêtes et d'audiences publiques. Il est à noter qu'en 2014-2015, le BAPE a reçu deux mandats d'envergure soit celui sur *Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent* et celui sur *Les enjeux de la filière uranifère au Québec*, lequel a nécessité des déplacements dans le Nord du Québec.
- 3. Ces frais inclus en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

	2014-2015
Nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent	18
Nombre de clés USB ou Borne Wi-Fi	2
Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres)	0
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Coût d'utilisation des appareils (total des frais mensuels et de consommation)	8 536 \$
Coût des contrats téléphoniques (total des frais mensuels)	6 859 \$
Nom des fournisseurs	Rogers et Bell
Nombres de minutes utilisées (avril 2014 à février 2015)	42 933 minutes
Ordinateurs portables conçus pour l'encodage vidéo et dotés de la connectique nécessaire à la webdiffusion vidéo des audiences publiques. Le BAPE assure lui-même la diffusion Web en direct de ses séances.	4 432 \$ Qté : 2
Nombre d'ordinateurs portables utilisés ⁽¹⁾	45 en prêt pour les usagers et pour les séances publiques 15 pour la webdiffusion et vidéo conférence
Coût des frais d'itinérance	37 \$
Coûts de résiliation	0 \$

⁽¹⁾ 40 de ces portables proviennent du surplus gouvernemental

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013 et 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

2014-2015 ¹	Moins de 35 ans		35 ans et plus		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +
Membres				1								
Professionnels	1	1	9	9		2					1	1
Personnel de bureau et techniciens	1	1	12			1						2
Cadres			2	1								
Total	2	2	23	11		3					1	3

(1) Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

2014-2015	TOTAL au 6 mars 2015
Cadres	
	27
Professionnels	
	156,5
Fonctionnaires	
	96
Autre catégorie (membres ¹)	
	-

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

2014-2015	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL au 6 mars 2015
Cadres					
	1	1	1	-	3
Professionnels					
	8	9	5	4	26
Fonctionnaires					
	7	6	1	2	16
Autre catégorie (membres ¹)					
	1	-	-	-	1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

2014-2015	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 6 mars 2015
Professionnels													
Heures effectuées	494,22	339,22	313,06	84,65	40,65	569,64	123,14	220,92	95,22	30,75	84	-	2 395,47
Heures payées	153,41	183,89	153,50	1,50	16,75	257,95	32,50	28,75	21,50	6	23	-	878,75
Montant (\$)	6 698,65	9 428,29	7 716,17	62,04	711,78	12 884,72	1 400,21	1 383,17	873,39	197,15	817,88	-	42 173,45
Heures compensées en temps	340,81	155,33	159,56	83,15	23,90	311,69	90,64	192,17	73,72	24,75	61	-	1 516,72
Montant (\$)	16 817,23	7 768,01	7 5 06,66	3 235,29	1 097,28	15 579,98	3 961,22	9 134,64	3 022,44	1 040,52	2 748,12	-	71 911,39
Fonctionnaires													
Heures effectuées	177	152,16	169,73	6	12,82	99,03	82,33	134,69	36,49	14	12,25	10,48	906,98
Heures payées	69,25	69,75	96,25	-	6,49	77,12	-	51,21	9,25	-	-	-	379,32
Montant (\$)	2 831,67	2 785,74	3 829,49	-	236,01	3 008,38	-	2 094,00	378,24	-	-	-	15 163,53
Heures compensées en temps	107,75	82,41	73,48	6	6,33	21,91	82,33	83,48	27,24	14	12,25	10,48	527,66
Montant (\$)	4 433,62	3 378,93	2 959,02	231,91	199,71	826,31	3 103,90	3 027,07	1 104,36	602,71	457,78	468,15	20 793,47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

2014-2015	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 6 mars 2015
Autre catégorie ¹ (stagiaires, étudiants)													
Heures effectuées	52,50	21,50	52,74	8	10,24	8,50	41,75	17,25	14,83	-	-	-	227,31
Heures payées	-	-	27,28	8	3,18	8,50	37,25	16	14,83	-	-	-	115,04
Montant (\$)	-	-	734,12	215,28	77,53	228,75	975,87	430,57	361,56	-	-	-	3 023,68
Heures compensées en temps	52,50	21,50	25,46	-	7,06	-	4,50	1,25	-	-	-	-	112,27
Montant (\$)	1384,45	534,30	657,94	-	172,12	-	109,72	30,48	-	-	-	-	2 889,01

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

2014-2015	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL au 6 mars 2015
Cadres													
	1,5	0,5	9	8	35	5	3	-	4,5	3,5	1,5	-	71,5
Professionnels													
	7	1,5	23,5	41	111	18	28	4	41	17	4,5	7,5	304
Fonctionnaires													
	6,5	15,5	26,5	34	102	12	24	12,5	37,5	7	5	5,5	288
Autre catégorie (membres ¹)													
	-	-	-	13	-	-	1	-	2	-	-	-	16

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée

2014-2015	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL au 6 mars 2015
Cadres					
	1	2	-	-	3
Professionnels					
	3	16	2	-	21
Fonctionnaires					
	5	6	1	-	12
Autre catégorie (membres ¹)					
	1	-	-	-	1

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale.
Cadres	3	3	3	
Professionnels	19	21	20	
Fonctionnaires	14	14	14	
Autre catégorie (membres) ¹	1	1	1	
Total	37	39	38	

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Professionnel expert	4	2	1	1	1

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 aucun employé du BAPE n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES						TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013		2013-2014		2014-2015		Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale
	Rég.	Occ.	Rég.	Occ.	Rég.	Occ.	
Cadres	3		3		3		
Professionnels	19	5	21	4	20	6	
Fonctionnaires	14	1	14	1	14	2	
Autre catégorie (membres et stagiaires) ¹	1	1	1		1		
Total	37	7	39	5	38	8	

(1) Assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez répondre pour l'année 2014-2015 seulement.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes. (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Pour b), c) et d) : Chaque M/O répond en indiquant l'information globale et non par direction.

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE
2014-2015	0

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Aucun remplacement n'a été effectué.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS PRÉVUS
2015-2016	3
2016-2017	3

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Aucune personne retraitée de la fonction publique ou parapublique n'a été engagé.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)

Emplacement :	575, rue St-Amable, Québec
Type d'espace	Bureau + entrepôt
Superficie totale pour chaque local loué :	2 ^e étage : 1 329,82 M.C 3 ^e étage : 277,36 M.C. Entrepôt : 43,48 M.C.
Coût total de la location :	42 611,59 \$/mois 511 339 \$/an
Coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :	Les services du CSPQ ont été retenus pour réaliser une analyse et des plans de réaménagement en vue de la rétrocession d'espaces en 2015-2016 10 597 \$ pour l'exercice 2014-2015
Durée du bail :	Préavis de 3 mois pour résiliation ou modification
Propriétaire de l'espace loué :	La Capitale Immobilière MFQ inc.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) le ou les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun pour la haute direction du BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;**
- b) le titre de la fonction;**
- c) l'adresse du port d'attache;**
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;**
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;**
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
- h) la description de tâches;**
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;**
- j) le nombre total d'employés au cabinet;**
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;**
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
 - b) le poste occupé;**
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
 - e) la date de l'assignation hors structure;**
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**
-

Il n'y a aucun personnel hors structure pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2015-2016.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organismes public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2015-2016;**
- c) par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Aucune personne rémunérée par le BAPE n'est affectée à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en 2014-2015.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

TITRE	COÛT
Convention de la Baie James et du Nord québécois et convention complémentaire ➤ Abonnement électronique	90 \$
Convention du Nord-Est québécois et convention complémentaire ➤ Abonnement électronique	40 \$
Direction générale des acquisitions (DGACQ) ➤ Abonnement annuel du 1er avril 2014 au 31 mars 2015	500 \$
Réseau Environnement ➤ Abonnement Vecteur Environnement (janvier à décembre 2015)	31 \$
Réseau d'information municipale (RIM) ➤ (juillet 2014 à juillet 2015)	1 325 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➤ Année 2015	480 \$
Terre de chez nous ➤ Abonnement électronique de 3 ans (fév. 2014 à fév. 2017)	72 \$
Total :	2 538 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucun déboursé pour le BAPE pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou frais payés afin de devenir membre de club privée ou autre.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;**
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;**
 - c) les coûts de construction du site;**
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;**
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);**
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);**
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;**
 - h) le responsable du contenu sur le site.**
-

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- En juin 1996, la conception et le développement du site ont été réalisés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux pour une somme forfaitaire de 2 000 \$. La réalisation de la bannière pour la page d'accueil a été confiée à la firme Parution pour la somme de 340 \$.
- En décembre 2002, le site Web du BAPE a été totalement repensé et actualisé, notamment dans le but de respecter le programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. La construction (conception, design, développement) du site a été effectuée par la firme BMG Multimédia pour une somme contractuelle de 17 200 \$.
- En décembre 2004, une nouvelle page d'accueil a été développée par la firme Neuronal Création pour la somme de 1 787 \$.

Contenu, entretien et mise à jour

- L'entretien et la mise à jour sont réalisés à l'interne. L'hébergement est assuré par la firme Netelligent Hosting services inc. La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est de 3 824 \$.
- Des informations sont ajoutées au site quotidiennement par l'équipe Web. Pour tous les mandats confiés au BAPE depuis l'automne 2002, le maximum d'information pertinente y est enregistré. Le site Web du BAPE est le reflet de ses opérations, on y retrouve notamment tous les rapports de l'organisme depuis son existence dans une rubrique dûment identifiée.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNDE-CNDP)
(www.participation-du-public.net)

Conception, refonte et justification

- En décembre 2004, dans le cadre du projet de coopération France-Québec entre la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) de la France et le BAPE, un site Web a été développé par la firme Neuronal Création pour la somme de 3 537 \$.

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par la firme Netelligent Hosting services inc.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
 - c) le nombre total de demandes reçues;**
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.**
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 31

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacement, etc.);**
- b) le nombre de ressources affectées;**
- c) le nombre de rencontres;**
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes environnementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue par le BAPE en 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Bonis au rendement	
1 ^{er} avril 2014 au 31 mars 2015	
Catégorie	Montant
Professionnels	7 409,88 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ ou allocation de transition n'a été versée en 2014-2015 par le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

En novembre 2012, à la demande du ministre responsable de l'Environnement, le ministère conviait le BAPE à participer à un comité sur la modernisation de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et du processus de participation publique. Le comité a remis son rapport au ministre en décembre 2014.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- d) le montant accordé;**
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- f) les motifs de la demande;**
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) la dépense totale (selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) – 2014-2015)

Type	Coût Total \$	Acquisition et loc. biens \$	Services internes \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériels	6 000	6 000			
Logiciels	15 000	15 000			
Commutateurs réseau	20 000	20 000 ⁽¹⁾			
Ordinateur de table et portable	17 200	17 200 ⁽¹⁾			
Autres biens capitalisables	0	0 ⁽¹⁾			
Télécommunication et téléphonie	27 400			27 400	
Services	42 665		16 000 ⁽²⁾	1 700	24 965
Total en fonctionnement et immobilisation	128 265	58 200	16 000	29 100	24 965
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	167 718				
Total	295 983				

- (1) Le total des biens capitalisables est de 37 200 \$ pour 2014-2015.
- (2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d’audiences publiques sur l’environnement et notre ministère portefeuille, le Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

- b) les grands dossiers en cours

Le BAPE n’a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetri.gouv.qc.ca/>)

- c) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Le BAPE n’a aucun consultant externe attitré aux dossiers informatiques.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-

a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Indemnités de retraite

Aucune indemnité de retraite n'a été versée par le BAPE en 2014-2015.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Cette question a déjà été répondue aux numéros 15c et 15f.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;**
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

QUESTIONS PARTICULIÈRES

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2015

ÉTUDE DES CREDITS 2015-2016

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Somme dépensée en 2014-2015 pour l'informatique et les technologies de l'information
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère
4. Liste des comités interministériels
5. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones en 2014-2014

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la somme dépensée en 2014-2015 (et les prévisions pour 2015-2016) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2014-2015
(selon le bilan annuel en ressources informationnelles (BARI) – 2014-2015)

Type	Coût Total \$	Acquisition et loc. biens \$	Services internes \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériels	8 547	8 547			
Logiciels	6 788	6 788			
Portables	4 432	4 432 ⁽¹⁾			
Autres biens capitalisables • Commutateurs réseaux (3) • Interface téléphonique (1)	19 604	19 604 ⁽¹⁾			
Télécommunication et téléphonie	34 381			34 381	
Services	25 898		15 424 ⁽²⁾	845	9 629
Total en fonctionnement et immobilisation	99 650	39 371	15 424	35 226	9 629
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	196 370				
Total	296 020				

- (1) Le total des biens capitalisables est de 24 036 \$ pour 2014-2015 sur un budget de 50 000 \$.
- (2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

Prévision pour 2015-2016
(selon la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) – 2015-2016)

Type	Coût Total \$	Acquisition et loc. biens \$	Services internes \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériels	15 000	15 000			
Logiciels	5 000	5 000			
Ordinateurs de table et portables	27 000	27 000 ⁽¹⁾			
Télécommunication et téléphonie	28 400			28 400	
Services	32 800		17 000 ⁽²⁾	1 700	14 100
Total en fonctionnement et immobilisation	108 200	47 000	17 000	30 100	14 100
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	184 572				
Total	292 772				

(1) Le total des biens capitalisables est de 27 000 \$ pour 2015-2016 sur un budget de 50 000 \$.

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Ambulance St-Jean	Secourisme	Québec	2014-02-10 au 2014-02-11 et 2014-05-12 au 2014-05-13	2	206 \$	42 \$
Barreau du Québec	Diffamation - L'art de s'exprimer en toute liberté	Québec		1	36 \$	
Barreau du Québec	Le secret professionnel, les conflits d'intérêts et le devoir de loyauté	Québec		1	75 \$	
Barreau du Québec	Le code de déontologie des avocats fait peau neuve	Québec		1	10 \$	
Barreau du Québec	Commission d'enquête et enquête administrative	Québec		1	36 \$	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Gestion du changement	Québec	2014-07-24	19	0 \$	
Commission scolaire de la Capitale	Programme de préparation à la retraite	Québec	2014-10-16 au 2014-10-17	1	250 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Conseil du trésor	Webinaire - Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs	Québec	2015-02-12	1	0 \$	
Contrôleur des finances	La comptabilité par activité	Québec	2014-11-26 au 2014-11-27	1	0 \$	
Contrôleur des finances	Atelier SAGIR - Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels	Québec	2015-03-19	1	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	Journée des acquisitions et des technologies de l'information et des communications	Québec	2014-10-15	2	300 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 16 - Transition L2 – volet responsable des dossiers	Québec	2014-04-15 2014-04-16	2	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 17 - Transition L2 – volet rémunération	Québec	2014-04-28 au 2014-04-29	1	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 18 - Plan de délégation et destinataires de GIR-Avis	Québec	2014-05-08	1	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 19 – Listes de rappel	Québec	2014-05-28	1	0 \$	
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 20 - Temps, gains et absences – volet responsable de l'assiduité	Québec	2014-05-14 au 2014-05-15 2014-05-20 au 2014-05-21	2	0 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Centre des services partagés (CSPQ)	SAGIR RH 21 - Temps et gains – volet mandataire	Québec	2014-05-15	1	0 \$	
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Acquisitions écoresponsables	Québec	2014-12-09	1	0 \$	
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	Québec	2014-04-16 2014-04-17 2014-05-27 2014-06-18 2014-09-17 2014-10-22 2014-11-19 2014-12-10 2015-01-14 2015-03-23	1	Coût d'inscription imputé en 2013-2014	107 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	Québec	2014-04-29 2014-05-01	1	Coût d'inscription imputé en 2013-2014	62 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	Programme gouvernemental de développement de la relève de gestion pour les directeurs généraux de l'administration (DGA)	Québec	2014-04-22 2014-05-20	1	Coût d'inscription imputé en 2013-2014	0 \$
Gestion Proxima Centauri inc. (Colloquium)	Printemps des réseaux sociaux	Québec	2014-04-09	1	295 \$	
Institut du Nouveau Monde	Forum sur l'acceptabilité sociale	Lévis	2015-03-20	1	300 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Institut national de la santé publique	Briser le silence sur le bruit environnemental	Québec	2014-11-26	2	580 \$	
Ordre des urbanistes du Québec	Assemblée générale annuelle - Congrès de l'ordre des urbanistes	Baie-Saint-Paul	2014-09-26	1	0 \$	73 \$
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	Rendez-vous international sur la gestion intégrée de l'eau	Québec	2014-05-07	1	100 \$	
Société canadienne des relations publiques	Loi canadienne sur le pourriel	Québec	2014-06-18	6	0 \$	
Université Laval	Colloque Economie circulaire : nouvel avantage concurrentiel pour le développement économique des régions	Québec	2014-11-24 au 2014-11-25	1	50 \$	
Université Laval	Programmation avancée en C++ Téléinformatique	Québec	2014-01-01 au 2014-04-30	1	577 \$	
Université Laval	Protocoles et technologies Internet	Québec	2014-05-01 au 2014-08-30	1	262 \$	
Université Laval	Sécurité dans les réseaux informatiques	Québec	2014-09-01 au 2014-12-30	1	295 \$	
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)	L'industrie minière et le développement durable	Québec	2014-04-01	14	0 \$	
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Le 5 ^e colloque biennal de l'International Association for Ecology and Health	Montréal	2014-08-14	1	150 \$	
					3 522 \$	284 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et de ceux impliquant d'autres partenaires, auxquels a participé le MDDELCC en 2014-2015. Indiquer, pour chacun:

- a. le mandat;**
 - b. la liste des membres (ministères et organismes du gouvernement, organismes de la société civile, individus);**
 - c. les résultats obtenus et les démarches prévues pour 2015-2016;**
 - d. le budget dépensé.**
-

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDELCC.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2014-2015

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à une rencontre du CIDD-Organismes le 26 août 2014. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

En novembre 2012, à la demande du ministre responsable de l'Environnement, le ministère conviait le BAPE à participer à un comité sur la modernisation de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et du processus de participation publique.

Le budget dépensé en 2014-2015

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2014-2015. Indiquer :

- a. l'objet des consultations;
 - b. le moyen utilisé;
 - c. les dates de rencontres;
 - d. les communautés et les personnes consultées;
 - e. les résultats des consultations;
 - f. les montants afférents. ;
 - g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2015-2016.
-

Le 3 mars 2014, le ministre responsable de l'Environnement a confié au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique sur les enjeux de la filière uranifère au Québec. D'une durée de 12 mois, ce mandat a débuté le 20 mai dernier et se terminera le 20 mai 2015.

Le ministre spécifiait que le mandat portait sur l'ensemble du territoire québécois, dont les territoires visés aux chapitres 22 et 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) et 14 de la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ) et au chapitre II de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (chapitre Q-2).

Outre la consultation des nations autochtones du Québec méridional, le ministre demandait aussi à ce que les comités consultatifs prévus dans la CBJNQ et la CNEQ ainsi que dans le chapitre II de la LQE soient associés à l'exercice de consultation publique du BAPE afin de bénéficier de l'expertise de ces comités et de veiller à s'assurer qu'il n'est pas porté atteinte aux droits des autochtones inscrits aux Conventions. À cette fin, pour la consultation en territoire conventionné, la commission du BAPE a associé à sa démarche le Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ) ainsi que le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) et chacun de ces comités a formé, aux fins du présent mandat, une commission spéciale constituée d'un président, de trois commissaires.

L'objet des consultations : Les enjeux de la filière uranifère au Québec		
Les nations consultées	Les moyens utilisés	Les dates des rencontres
Les Inuits et	Rencontres de la commission du BAPE avec la commission du CCEK afin de développer le <i>Protocole administratif concernant l'audience publique sur les enjeux de la filière uranifère au Québec</i> visant la consultation en territoire inuit	23 avril et 8 mai 2014
	Audience publique, Phase 1 (Préconsultation) à Kuujjuuaq (2 séances)	12 et 13 juin 2014
	Rencontre de travail pour la préparation de la Phase 2 (Questionnement et information)	27 juin 2014
	Rencontre de travail pour la préparation de la Phase 2 (Questionnement et information)	25 août 2014
	Audience publique, Phase 2 (Questionnement et information) à Kangisqsualujjuaq	25 septembre 2014
	Rencontre de travail pour la préparation de la Phase 3 (Présentation des mémoires)	7 octobre 2014
Les Naskapis	Audience publique, Phase 3 (Présentation des mémoires) à Kawawashikamach (1 séance) (Naskapis)	1 ^{er} décembre 2014
	Audience publique, Phase 3 (Présentation des mémoires) à Kuujjuaq et Kangisqsualujjuaq (2 séances)	2 et 3 décembre 2014
	Préparation de la séance tripartite (3 commissions: BAPE, CCEK, CCEBJ) se tenant à Montréal le 15 décembre 2014	3 décembre 2014
	Audience publique, séance tripartite (3 commissions) (1 séance)	15 décembre 2014
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	22 décembre 2014
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	10 février 2015
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	16 mars 2015

L'objet des consultations : Les enjeux de la filière uranifère au Québec

Les nations consultées	Les moyens utilisés	Les dates des rencontres
Les Cris	Rencontres de la commission du BAPE avec la commission du CCEBJ afin de développer le <i>Protocole administratif concernant l'audience publique sur les enjeux de la filière uranifère au Québec</i> visant la consultation en territoire cri	24 avril 2014 et 5 mai 2014
	Audience publique, Phase 1 (Préconsultation) à Chisasibi, Chibougamau et Mistissini (4 séances)	3, 4 et 5 juin 2014
	Rencontre de travail pour la préparation de la Phase 2 (Questionnement et information)	10 juillet 2014
	Rencontre de travail pour la préparation de la Phase 2 (Questionnement et information)	21 juillet 2014
	Audience publique, Phase 2 (Questionnement et information) à Mistissini ainsi que 2 salles satellites visioconférence à Chibougamau et Chisasibi (5 séances)	3, 4 et 5 septembre 2014
	Audience publique, Phase 3 (Présentation des mémoires) à Chisasibi, Chibougamau et Mistissini (5 séances)	11, 12 et 13 novembre 2014
	Préparation de la séance tripartite (3 commissions) se tenant à Montréal le 15 décembre 2014	13 novembre 2014
	Audience publique, séance tripartite (3 commissions) (1 séance)	15 décembre 2014
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	22 décembre 2014
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	10 février 2015
	Rencontre de travail tripartite (3 commissions) pour l'écriture du rapport conjoint	16 mars 2015

L'objet des consultations : Les enjeux de la filière uranifère au Québec		
Les nations consultées	Les moyens utilisés	Les dates des rencontres
Les Algonquins de Kipawa	Audience publique, Phase 1 (Préconsultation) à Ville-Marie (2 séances)	29 et 30 mai 2014
	Audience publique, Phase 3 (Présentation des mémoires) à Kipawa (2 séances)	19 novembre 2014
Toutes les nations autochtones du Québec méridional	Rencontre de travail visant la collaboration de l'Institut du développement durable des premières nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) aux travaux de la commission du BAPE	8 mai 2014
	Diverses démarches au SAA pour information quant aux subventions possibles pour l'IDDPNQL dans l'organisation de 2 jours de consultation avec la commission du BAPE, pour toutes les nations du Québec méridional et démarches aussi dans différents conseils de bande afin de valider la faisabilité de telles séances	Semaines du 5 mai et du 12 mai 2014
	Atelier de travail par téléphone	28 mai 2014
	Rencontre de travail au bureau de l'IDDPNQ pour organiser 2 séances publiques de la commission du BAPE à Wendake	18 juin 2014
	Rencontre de travail au bureau du BAPE pour organiser 2 séances publiques de la commission du BAPE à Wendake	5 août 2014
	Audience publique, Phase 2 (Questionnement et information) à Wendake (2 séances)	24 août 2014
Les résultats de la consultation : Le rapport du BAPE sur les enjeux de la filière uranifère au Québec comprendra un chapitre qualifié de Rapport conjoint concernant les enjeux de la filière uranifère sur le territoire du Nord du Québec. Ce rapport conjoint sera signé par le président de la commission du BAPE ainsi que ceux des commissions du CCEBJ et du CCEK.		
Les coûts des consultations : Les coûts des différentes consultations des nations autochtones ne sont pas encore tous comptabilisés.		

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

QUESTIONS PARTICULIÈRES

2^E GROUPE D'OPPOSITION

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2015

ÉTUDE DES CREDITS 2015-2016

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2. Liste des formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés
3. Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information
4. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le BAPE
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire
7. Liste et copie de tous les sondages effectués
8. Liste et copie de tous les avis, juridiques ou autres, commandés en 2014-2015
9. Liste de tous les frais de traduction et de documents traduits
10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers
17. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones
20. Comité interministériel du développement durable
63. Dépenses engendrées par le gouvernement pour l'étude environnementale stratégique sur les gaz de schiste, par année

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Il y a eu deux renouvellements au cours de l'année 2014-2015 au BAPE.

Membre à temps plein	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2014-2015
BARIL, Pierre, Président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	137 785 \$ 179 120 \$
BERGERON, Denis,	5 ans	2011-06-13	2016-06-12	93 322 \$ 125 982 \$
FRANCOEUR, Louis-Gilles, Vice-président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	118 654 \$ 154 252 \$
GERMAIN, Michel, ⁽¹⁾	5 ans	2014-05-31	2019-05-30	93 322 \$ 125 982 \$
GRANDBOIS, Gisèle,	5 ans	2014-01-20	2019-01-19	93 322 \$ 125 982 \$
PARENT, Anne-Marie ⁽¹⁾ ,	3 ans	2014-05-29	2017-04-14	93 322 \$ 125 982 \$

¹ membre renouvelé

Membres additionnels à temps partiel			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ANDRÉ, Pierre	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BERNARD, Florian	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BISSON, Isabelle-Anne	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BLANC, Martine	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BLANCHET, Guy	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BRUNEAU, Geneviève	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
DÉRIGER, Louis⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
DRAPEAU, Nathalie	3 ans	6 juin 2012	5 juin 2015
GAUTHIER, Marie-Hélène	3 ans	6 juin 2012	5 juin 2015
GENDRON, Corinne⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
GOYER, Michèle	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
HAEMMERLI, John⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
LABRIE, Donald	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
LOCAT, Jacques ⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
PAQUIN, Marc⁽²⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
PARÉ, Jean	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
POITRAS, Jean	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
TRUDEAU, Nicole	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
VANDERSMISSSEN, Marie-Hélène	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
VAN HOUTTE, Christian L.	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
ZAYED, Joseph⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation des mandats confiés au BAPE en 2014-2015 apparaissent en caractères gras. Les honoraires à titre de président de commission sont de 579,23 \$ par jour et de 550,27 \$ par jour à titre de commissaire.

¹ membre renouvelé

² membre nommé en 2014-2015

Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation des membres à temps plein

Frais de déplacement, de voyage et de repas

Nom	Montant
Baril, Pierre ⁽¹⁾	2 931 \$
Bergeron, Denis ⁽²⁾	3 296 \$ ⁽³⁾
Francoeur, Louis-Gilles ⁽²⁾	2 463 \$
Germain, Michel ⁽²⁾	854 \$
Grandbois, Gisèle ⁽²⁾	1 688 \$
Parent, Anne-Marie ⁽²⁾	544 \$

- (1) Les frais de déplacement, de voyage et de repas ont été encourus lors des activités liées au rayonnement du BAPE et pour le suivi de certains mandats. Les frais de transport (avion, location de véhicule) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs sont inclus dans ces montants.
- (2) La majorité des frais de déplacement ont été engendrés lors des activités liées aux mandats d'enquête et d'audience publique. Ces montants correspondent aux remboursements des frais encourus par le membre (repas ou allocation pour les repas ou remboursement essence pour le véhicule loué). Les frais de transport (avion et location de véhicules) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs ne sont pas inclus dans ces montants.
- (3) Incluant un montant de 1 193 \$ pour le remboursement d'un véhicule loué pour les déplacements en Pennsylvanie de la commission d'enquête du BAPE sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent.

Les frais de représentation

Titre	Montant
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	540 \$
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 070 \$)	258 \$

Allocation de séjour (montant annuel)

Titre	Montant
Pierre Baril, Président	14 700 \$
Louis-Gilles Francoeur, Vice-président	14 700 \$
Anne-Marie Parent, Membre (au prorata du nombre de jours en mandat en 2014-2015)	12 900 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l'année 2014-2015. Indiquer :

- a) le lieu ;**
- b) le coût ;**
- c) la ou les dates de participation ;**
- d) le nombre de participants ;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;**
le nom de la formation ou de l'activité.

Se référer à la réponse 2 de l'Opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Se référer à la réponse 1 de l'Opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;**
 - b) la liste des membres ;**
 - c) le budget dépensé ;**
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
les résultats atteints.
-

Se référer à la réponse 4 de l'Opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Secteur	2008-2009				2009-2010				2010-2011			
	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%
Présidence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétariat et direction générale de l'administration et des communications	4	17	1	25	6	23	1	16	6	23	1	16
Direction de l'expertise environnementale et du développement durable	5	23	1	20	3	14	1	33	3	14	1	33
Total	9	19	2	22	9	18	2	22	9	18	2	22

Secteur	2011-2012				2012-2013				2013-2014				2014-2015			
	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%
Présidence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Secrétariat et direction générale de l'administration et des communications	4	17	3	75	3	11	1	33	3	11			5	18	-	-
Direction de l'expertise environnementale et du développement durable	3	15	3	100	3	23	0	0	2	14	2	100	3	20	-	-
Total	7	15	6	86	6	14	1	17	5	11	2	40	8	15	-	-

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Se référer à la réponse 35 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N°7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en ayant recours à des firmes externes en 2014-2015.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministre.

Les avis juridiques demandés par le BAPE sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Alpha traduction et interprétation inc.	Traduction du français vers l'anglais des titres et des légendes de 4 cartes géographiques pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	89 \$
Beesum Communications	Traduction de l'anglais vers le cri et vers l'inuktitut, Communiqué du 27 août 2014 sur Horaire complet de la Phase 2 (Questionnement et information) de l'audience et lettre d'invitation conjointe de la commission du BAPE et de celle du CCEK, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	1 568 \$
Beesum Communications	Traduction de l'anglais vers l'inuktitut, Séance publique de l'audience le 25 septembre 2014 à Kangiqsualujjuaq, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	358 \$
Beesum Communications	Traduction de l'anglais vers l'inuktitut et vers le cri, Communiqué du 9 décembre 2014 annonçant la séance tripartite (commission du BAPE, celle du CCEBJ et celle du CCEK) à Montréal, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	291 \$
Cogitexte inc.	Traduction de l'anglais vers le français de trois documents (<i>Beir VII, Executive summary, Uranium is ready to back</i>), pour la documentation du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	1 227 \$
Francine Saint-Laurent	Traduction de l'anglais vers le français (<i>Sommary et conclusions du doc. The long terms stabilization of uranium mill tailings</i>), pour la documentation du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	857 \$

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais d'une lettre adressée à un citoyen relatif au mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent »	128 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du chapitre 13 du rapport 307 du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent »	1 523 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais d'une lettre adressée à la présidente du Canadian Council of Ministers of the Environment lui demandant d'identifier une personne responsable pour répondre, le cas échéant, aux questions de la commission sur « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	66 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du communiqué du 16 avril 2014 annonçant le mandat de la commission du BAPE ainsi que la disponibilité de la documentation pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	147 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais des curriculum vitae des commissaires du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	150 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du communiqué du 7 mai 2014 présentant l'approche de la commission du BAPE, ainsi que les quatre premières villes à être visitées pour la Phase 1 (Préconsultation) du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	167 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais d'une lettre adressée au président de Kativik Environmental Advisory Committee pour clarifier la nature, le but et l'esprit de la commission d'enquête « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	197 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais des avis publics et de la lettre mandat concernant le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	229 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du communiqué du 29 mai 2014 annonçant les séances de la Phase 1 (Préconsultation) à Chisasibi, Chibougamau et Mistissini pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	115 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du communiqué du 3 juin 2014 annonçant les séances de la Phase 1 (Préconsultation) à Kuujuaq les 12 et 13 juin, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	58 \$
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais du document <i>Faits saillants, impacts sanitaires</i> pour la documentation du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	438 \$

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Christine Gardner	Traduction du français vers l'anglais de sept résumés de présentations d'experts pour la Phase 2 (Questionnement et information) pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	258 \$
Papigatuk, Paulisie	Traduction de l'anglais vers l'inuktitut du communiqué annonçant les séances publiques de la Phase 3 (Présentation des mémoires) à Kawawashikamach, Kuujjuaq et Kangiqsualujjuaq, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	231 \$
Papigatuk, Paulisie	Traduction de l'anglais vers l'inuktitut d'une lettre d'invitation des deux commissions (BAPE et CCEK) à participer à la Phase 3 (Présentation des mémoires) à Kuujjuaq et Kangiqsualujjuaq pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	318 \$
Salt, Luci	Traduction de l'anglais vers le cri, Communiqué pour le mandat d'enquête et d'audience publique sur « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	140 \$
Salt, Luci	Traduction de l'anglais vers le cri du communiqué du 30 mai 2014 annonçant la formation de la commission du CCEBJ, le travail de cette commission avec celle du BAPE et la présentation des trois phases des travaux des commissions, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	287 \$
Salt, Luci	Traduction de l'anglais vers le cri d'une affiche "Uranium issues" annonçant les séances publiques de la Phase 2 (Questionnement et information) à Mistissini, Chibougamau et Chisasibi, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	60 \$
Salt, Luci	Traduction de l'anglais vers le cri du communiqué du 27 août 2014 annonçant les séances publiques de la Phase 2 (Questionnement et information) à Mistissini, Chibougamau et Chisasibi ainsi que les thèmes abordés, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	236 \$
Salt, Luci	Traduction du cri vers l'anglais du communiqué du 7 octobre 2014 annonçant les séances publiques de la Phase 3 (Présentation des mémoires) à Mistissini, Chibougamau et Chisasibi, pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	272 \$
Traductions Atout, Les	Traduction de l'anglais vers le français du document <i>Summary (Uranium mining in Virginia)</i> pour la documentation du mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	920 \$

TRADUCTION SIMULTANÉE

Le BAPE a une entente de services avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui lui confie l'organisation logistique et technique des séances publiques d'audience tenues par le BAPE. À ce titre, le CSPQ est responsable de fournir les services de traduction simultanée (interprètes) lorsque requis.

TRADUCTION SIMULTANÉE	COÛTS
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LES ENJEUX DE LA FILIÈRE URANIFÈRE DU QUÉBEC	
PHASE DE PRÉCONSULTATION	
Traduction simultanée en français, anglais et cri des séances publiques du 3 au 5 juin 2014 à Chisasibi, Chibougamau et à Mistissini (4 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	23 683 \$
Traduction simultanée en français, anglais et inuktitut de la séance publique du 12 juin 2014 à Kuujuaq (1 séance) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	12 191 \$
PHASE DE QUESTIONNEMENT ET D'INFORMATION	
Traduction simultanée en français, anglais et cri des séances publiques du 3 au 5 septembre 2014 à Mistissini (5 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	26 823 \$
Traduction simultanée en français et anglais des séances publiques du 8 au 12 septembre 2014 à Québec (8 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	29 591 \$
Traduction simultanée en français et anglais des séances publiques du 15 au 19 septembre 2014 à Québec (4 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	11 008 \$
Traduction simultanée en français et anglais des séances publiques du 22 et 23 septembre 2014 à Québec (2 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	7 073 \$
Traduction simultanée en français et anglais de la séance publique du 24 septembre 2014 à Wendake (2 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	5 967 \$
Traduction simultanée en français, anglais et inuktitut des séances publiques du 25 septembre 2014 à Kangiqsualujuaq (2 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	11 085 \$

TRADUCTION SIMULTANÉE	COÛTS
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LES ENJEUX DE LA FILIÈRE URANIFÈRE DU QUÉBEC	
PHASE DE PRÉSENTATION DES MÉMOIRES	
Traduction simultanée en anglais et cri des séances publiques du 11 novembre 2014 à Chisasibi (2 séances) Traduction simultanée en anglais et cri des séances publiques du 13 novembre 2014 à Mistissini (2 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	13 359 \$
Traduction simultanée en anglais et inuktitut des séances publiques du 1 ^{er} au 3 décembre 2014 à Kawawashikamach et à Kangiqsualujjuaq (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	16 952 \$
Traduction simultanée en français et anglais des séances publiques du 15 décembre 2014 à Montréal (2 séances) (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	6 131 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2014-2015.

Le 31 mars 2015, le BAPE a transmis une demande de rétrocession d'espaces locatifs à la SQI pour le 1^{er} juillet 2015. Le BAPE souhaite rétrocéder ses espaces locatifs du 3^e étage (environ 250 m²) afin de réduire ses frais de fonctionnement. Le BAPE devra réaliser des travaux de réaménagement de ses espaces au 2^e étage. Cette rétrocession correspond à une économie annuelle récurrente de 87 000 \$ soit 17% de la dépense de loyer.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2013-2014 et 2014-2015. Indiquer :

- a. l'objet des consultations;**
- b. le moyen utilisé;**
- c. les dates de rencontres;**
- d. les communautés et les personnes consultées;**
- e. les résultats des consultations;**
- f. les montants afférents.**

Se référer à la réponse 5 de l'Opposition officielle.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Comité interministériel du développement durable : liste des membres, nombre de rencontres, ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014 et 2014-2015.

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDELCC.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2014-2015

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à une rencontre du CIDD-Organismes le 26 août 2014. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Dépenses engendrées par le gouvernement pour l'étude environnementale stratégique sur les gaz de schiste, par année.

Le 30 janvier 2014, le ministre responsable de l'Environnement a confié au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent. Ce mandat était d'une durée de huit (8) mois soit du 31 mars 2014 au 28 novembre 2014. Le rapport du BAPE a été transmis au ministre le 28 novembre 2014 et sa diffusion publique a été faite le 15 décembre 2014.

Le total des coûts directs pour ce mandat est de 1 042 800 \$. Les coûts directs incluent la masse salariale de l'équipe de la commission et les frais d'opération inhérents (déplacement, salles, sonorisation, webdiffusion en direct, rapports, etc.).